

Communiqué de presse
Jeudi 17 janvier 2013

Le nouveau président souhaite la durabilité dans tous les domaines

Conférence de presse annuelle : la durabilité et l'agenda de politique économique 2013

La durabilité sera le thème prioritaire de la première année de mandat de Rudolf Wehrli. C'est ce qu'a annoncé le nouveau président d'economiesuisse lors de la conférence de presse annuelle de l'organisation faîtière à Zurich. La durabilité ne se réduit pas à la dimension écologique, a précisé M. Wehrli, car les questions économiques et sociales sont tout aussi importantes. M. Wehrli a passé en revue les principaux thèmes de l'année 2013 sur la base de ces trois dimensions. « Des finances publiques équilibrées sont le fondement d'un développement durable. » La Suisse se porte bien, grâce au frein à l'endettement. Au vu des problèmes rencontrés dans les assurances sociales, une hausse de l'endettement est cependant prévisible. Aussi faut-il étendre le frein à l'endettement aux assurances sociales afin d'éviter l'endettement incontrôlé qui se dessine.

Pour le volet social, Rudolf Wehrli a soutenu le renforcement du système dual de formation professionnelle. « Cela garantit des perspectives professionnelles à de larges couches de la population, avec une grande perméabilité verticale. » M. Wehrli a souligné encore que si la Suisse, en tant que pays à hauts salaires, souhaite rester à la pointe à l'avenir, elle a besoin de main-d'œuvre hautement qualifiée à tous les niveaux – en particulier dans les domaines MINT. Cependant, il est aussi du devoir de l'économie d'aider les personnes qui rencontrent des difficultés à trouver leur place dans ce système. C'est pourquoi economiesuisse, en accord avec l'Union patronale suisse, soutient des initiatives en faveur de jeunes sans formation, de chômeurs de longue durée et de travailleurs âgés.

L'initiative Minder menace des emplois

Dans son intervention, M. Wehrli a également évoqué le débat entourant l'initiative Minder. Si les motivations des initiants sont compréhensibles, le projet va bien au-delà de l'objectif. « L'initiative affaiblit l'économie suisse, crée l'insécurité juridique, restreint la liberté d'entreprise, compromet l'interaction entre petites et grandes entreprises en Suisse et met en péril des emplois. » Le contre-projet indirect est plus efficace et agit plus vite que l'initiative « contre les rémunérations abusives ».

Dans le domaine de la durabilité écologique, les thèmes prioritaires sont principalement la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, mais aussi le financement des transports. L'économie suit avec inquiétude les travaux relatifs à la stratégie énergétique 2050. « Le projet du Conseil fédéral menace la compétitivité de la Suisse », a mis en garde M. Wehrli. La stratégie énergétique met l'accent dans une mesure excessive sur le dirigisme étatique, au lieu de renforcer le marché. « Nous devons renforcer l'ancrage international, ouvrir davantage le marché et développer le réseau à marche forcée. » Dans le domaine des transports, les usagers font face à de nombreuses incitations financières pernicieuses. « La mobilité est trop bon marché en général, raison pour laquelle le trafic augmente constamment », a déclaré Rudolf Wehrli.

Les conséquences sont une surcharge de trafic sur les réseaux routier et ferroviaire, la dispersion et la dilapidation des ressources. *economiesuisse* peaufinera donc son concept en vue d'une tarification de la mobilité tenant compte de tous les modes de transport et dans lequel l'utilisateur – du rail et de la route – assume la totalité des coûts. En guise de mesure intermédiaire, il conviendra de fixer des prix respectant davantage le principe de causalité dans les transports publics et de recourir plus systématiquement aux modèles de partenariat public-privé pour des projets concernant le réseau routier et d'autres projets d'infrastructure.

Une année chargée du point de vue de la politique économique

Pascal Gentinetta, directeur d'*economiesuisse*, a ensuite passé en revue les principaux éléments de l'agenda économique 2013. Après l'initiative Minder, une autre attaque sera lancée contre le modèle auquel la Suisse doit son succès avec l'initiative « 1:12 ». « *economiesuisse* s'engagera en faveur d'un régime économique libéral et combattra fermement l'initiative des Jeunes socialistes », a déclaré Pascal Gentinetta. La troisième réforme de l'imposition des entreprises dans le contexte du différend fiscal avec l'UE, la consolidation des accords bilatéraux et la mobilisation de l'économie pour combattre les initiatives nuisibles contre l'immigration constituent d'autres points forts.

Pour toute question :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone : 078 781 82 39
Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Conférence de presse annuelle 2013

Jeudi 17 janvier 2013

Seul le texte prononcé fait foi.

Le développement durable, objectif essentiel de la politique et de l'économie suisse

Rudolf Wehrl, président d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

D'aucuns parmi vous pourraient s'étonner que ma présentation ponctuant les cent premiers jours passés à la présidence d'economiesuisse aborde la question du développement durable. C'est peut-être le signe que le débat sur ce thème se réduit souvent à sa dimension purement écologique, alors que le développement durable met autant l'accent sur le progrès économique et sur la justice sociale que sur l'écologie proprement dite, et ne s'oppose donc pas à l'économie. Permettez-moi donc d'esquisser les aspects déterminants d'une politique économique durable à partir de ces trois dimensions.

Durabilité économique : ne pas accabler de dettes les générations futures

Un regard par-dessus les frontières le prouve : le délabrement des finances publiques ne favorise pas l'élaboration d'une politique durable. La Suisse fait heureusement bonne figure en comparaison internationale, grâce au frein à l'endettement ancré dans la Constitution. Alors que la plupart des États sont confrontés à une dette abyssale, la Suisse a su réduire son niveau d'endettement et demeure pratiquement le seul pays européen à satisfaire aux critères de Maastricht. Reste que les prévisions pour notre pays s'assombrissent également et s'opposent toujours plus à une politique financière durable. À défaut de mesures efficaces, le niveau d'endettement – notamment dans les assurances sociales – pourrait croître rapidement, provoquant une augmentation des dépenses de sécurité sociale et de santé au détriment d'autres domaines favorisant la croissance. Il n'est toutefois pas trop tard pour prendre des mesures adéquates :

- Le frein à l'endettement, qui a fait ses preuves, doit être étendu aux assurances sociales. Nous devons obtenir la garantie que l'État ne se lancera pas dans une politique d'endettement excessive.
- Dans le cadre des révisions des assurances sociales, des adaptations doivent être introduites au niveau de l'âge de la retraite des femmes, du taux de conversion et du taux technique du deuxième pilier. Certains assouplissements sont également de mise. Quelles que soient les mesures prises, il ne fait aucun doute que l'âge effectif du départ à la retraite – pour l'heure nettement inférieur à 65 ans – augmentera sensiblement à l'avenir.

Durabilité sociale : la formation et le travail garants de la cohésion de la Suisse

On ne soulignera jamais assez l'importance du système dual de formation professionnelle pour le succès à long terme de la Suisse. La voie de l'apprentissage améliore les perspectives professionnelles de larges couches de la population et offre de nombreuses possibilités de perfectionnement dans les écoles techniques supérieures et les hautes écoles spécialisées, ce qui confère une grande flexibilité à l'ensemble de la structure de formation. Nous devons renforcer ce système, et l'exigence maintes fois proclamée d'une augmentation du taux de maturités gymnasiales ne constitue pas un objectif prioritaire. C'est assurément un domaine où la qualité doit primer sur la quantité. Le succès de la Suisse se mesurera davantage à sa capacité à attirer les diplômés de tous niveaux en mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique (domaines MINT). Car un pays à hauts salaires comme la Suisse ne restera aux avant-postes que s'il dispose à tous les niveaux d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Tout le monde ne trouve malheureusement pas sa place dans un tel système. L'économie a donc également pour mission de veiller à ce que les jeunes sans formation, les chômeurs de longue durée et les travailleurs âgés ne perdent pas le contact avec le marché du travail. Certaines initiatives prises par des entreprises et par des privés ont obtenu d'excellents résultats et méritent tout notre soutien. Le travail représente bien plus qu'une source de revenu : c'est aussi un précieux facteur d'intégration, de structuration et de socialisation.

Dans un souci de cohérence, je souhaiterais également évoquer un sujet d'une actualité brûlante : l'initiative Minder. Il est évident qu'une absence de mesure dans la fixation des salaires nuit à la Suisse et remet en cause la cohésion sociale de notre pays à long terme. Si les intentions qui sous-tendent l'initiative sont donc justifiées, les effets qui en découlent dépassent nettement les objectifs fixés et sont nuisibles pour l'économie, comme en témoignent les exemples suivants :

- En cas d'acceptation de l'initiative, il ne serait plus possible de soumettre une proposition de salaire ferme à un nouveau membre de direction sans l'aval de l'assemblée générale.
- L'initiative instaurerait un régime excessivement bureaucratique et coûteux pour les caisses de pension.
- Elle encouragerait la maximisation du profit à court terme et contribuerait à déstabiliser bon nombre d'entreprises.
- Elle criminaliserait le droit des sociétés, ce qui est contre-productif.

L'initiative Minder affaiblit donc l'ensemble de l'économie, crée l'insécurité juridique, restreint la liberté d'entreprise, compromet l'interaction entre grandes et petites entreprises et met en péril des emplois. Nous soutenons par conséquent le contre-projet indirect : il est meilleur et agira plus rapidement.

Durabilité écologique : la politique de l'énergie et des transports à la croisée des chemins

La politique énergétique actuelle de la Suisse fait également l'objet d'un vaste débat. L'économie est souvent considérée comme un repaire de « Nein-Sager » farouchement opposés à la raison écologique. Cette vision est erronée, car l'économie contribue fortement, depuis des années, à réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂, à ménager les ressources et à faire fleurir le progrès technique. Nous sommes naturellement prêts à continuer de collaborer de façon constructive à la concrétisation d'objectifs réalistes. Reste que l'approvisionnement en électricité représente un enjeu vital pour nos entreprises, ce qui nous empêche de soutenir aveuglément les plans peu réalistes du Conseil fédéral. Nos membres ont défini cinq critères permettant de jauger l'ensemble des projets de réforme de l'approvisionnement énergétique :

- Garantie de la sécurité de l'approvisionnement énergétique en général et d'un approvisionnement électrique fiable en particulier, grâce à un mix énergétique équilibré comportant une part appropriée de courant indigène.
- Garantie de prix concurrentiels à l'échelle internationale. L'économie doit pouvoir compter sur un approvisionnement énergétique axé sur la concurrence, sans politique industrielle ni subventionniste.

- Diversification des sources d'énergie en vue d'éviter une concentration de risques géopolitiques.
- Prise en compte de la politique environnementale, et notamment des aspects liés au climat.
- Eu égard à son importance stratégique pour l'ensemble du pays, la politique énergétique doit être légitimée par la démocratie directe (aval du peuple et des cantons).

L'évaluation de la stratégie énergétique 2050 – actuellement en consultation – à l'aune des critères ci-dessus aboutit à des résultats extrêmement mitigés : les plans du Conseil fédéral menacent en effet la compétitivité de la Suisse. L'économiesuisse a mandaté l'EPFZ pour évaluer l'impact de ces projets. Les résultats définitifs ne seront certes publiés qu'à la fin du mois, mais on peut déjà affirmer que les effets négatifs sur la prospérité et l'emploi seront nettement plus importants que prévu. Les milieux économiques estiment que la Suisse ne doit pas faire cavalier seul en matière de politique fiscale. Les nouvelles technologies liées aux énergies renouvelables méritent d'être saluées pour autant qu'elles soient économiquement viables. À cet égard, leur développement massif, tel que projeté, semble peu réaliste et suscite certaines critiques, notamment en raison de l'absence de réseaux et de capacités de stockage adéquates. Il convient donc pour l'heure de privilégier le développement des réseaux. En outre, cette politique met l'accent sur le dirigisme étatique au lieu de favoriser le renforcement des forces du marché. Nous aurions tout intérêt à privilégier le raccordement aux réseaux internationaux et l'ouverture du marché plutôt que de penser réglementation, subventionnement, planification et bureaucratie. La Confédération accorde trop d'importance aux modèles théoriques (comme le potentiel technico-économique d'efficacité énergétique) et pas assez aux expériences faites par l'économie. L'Agence de l'énergie pour l'économie a réalisé une étude fondée sur le travail de pionnier accompli par plus de 2000 entreprises au cours des dix dernières années. Cette enquête montre que le potentiel d'économie d'ici à 2050 se monte à 7 TWh, ce qui représente environ 24 %. La Confédération table pour sa part sur une économie de 37 %. Elle devra montrer comment y parvenir sans faire cavalier seul au niveau de sa politique fiscale.

Un autre thème majeur lié à la durabilité écologique est celui de la mobilité. Les trains surchargés et les embouteillages sur les routes sont liés à un système d'incitation pernicieux. Outre le défaut de transparence dans le financement des transports et la non-prise en compte de certains effets externes, de nombreuses incitations financières favorisant la mobilité des usagers se révèlent inadéquates. Les prix des billets des transports publics ne couvrent par exemple que la moitié des coûts occasionnés, et une partie des frais imputés aux automobilistes ne tient pas compte des kilomètres parcourus. D'une manière générale, le prix de la mobilité est trop bas, ce qui occasionne une augmentation constante du trafic. Les conséquences de cette politique inopportune sont – outre la dispersion et la dilapidation des ressources – le développement frénétique d'aménagements et d'infrastructures pour des raisons de politique régionale, à l'image du projet FAIF (Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire). La Suisse pourrait éviter une partie de ces problèmes en développant une politique de tarification de la mobilité judicieuse qui englobe tous les modes de transport. Chaque usager couvrirait ses coûts effectifs, conformément au principe de causalité. Une incitation correcte par les prix favoriserait une utilisation plus rationnelle de la mobilité et en atténuerait les effets négatifs, notamment au niveau de l'aménagement du territoire. C'est dans cette optique que nous préconisons une augmentation sensible du financement des transports publics par les utilisateurs et une exploitation systématique des possibilités offertes par les modèles de partenariat public-privé dans le domaine du trafic routier et pour d'autres projets d'infrastructures.

Conférence de presse annuelle 2013

Jeudi 17 janvier 2013

Seul l'exposé prononcé fait foi.

L'agenda de politique économique 2013

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

L'année s'annonce chargée pour economiesuisse. Dans presque tous ses domaines d'activité, l'organisation faîtière devra poser des jalons importants et relever des défis de taille en 2013. Dans son intervention, notre nouveau président, Rudolf Wehrli, a déjà évoqué plusieurs questions centrales. Permettez-moi maintenant d'effectuer un bref tour d'horizon et d'esquisser les priorités et activités de politique économique dans les neuf domaines d'activité d'economiesuisse.

En ce qui concerne la Politique économique suisse, nous restons attachés à l'économie de marché et à la durabilité. À cet égard, il importe d'accorder une attention particulière aux moteurs de la croissance à long terme et aux principes de l'économie de marché, plutôt que de prévoir des interventions étatiques. Nous suivons également attentivement l'évolution de la crise financière et de la dette, afin d'en tirer les conclusions qui s'imposent pour la Suisse. Cela concerne aussi en particulier des mesures de sortie du système de taux plancher avec l'euro.

Dans le domaine de l'Économie extérieure, l'objectif prépondérant est la circulation transfrontière, si possible sans entraves, des biens, services, capitaux et personnes. À cet égard, un développement quantitatif et qualitatif des accords de libre-échange est prioritaire aux yeux de l'économie. En ce qui concerne l'UE, nous nous engagerons pleinement en faveur d'une consolidation de la voie bilatérale dans l'intérêt réciproque et devons peut-être nous préparer à un blocage, si la Commission européenne ne cède sur aucune de ses exigences unilatérales. Par ailleurs, notre organisation combattra activement les deux initiatives contre l'immigration de l'UDC et d'Ecopop, qu'elle juge nuisibles, ainsi qu'un éventuel référendum contre l'extension de la libre circulation des personnes à la Croatie. Même si ces trois objets seront soumis au vote en 2014 ou 2015 seulement, nous poursuivrons sans relâche notre travail d'information et œuvrerons à l'élaboration de solutions durables là où des problèmes se posent. Ces questions seront également au centre de la Journée de l'économie, qui se tiendra le 31 août 2013 à Lausanne sur le thème de la « multinationalité ».

Par ce néologisme, nous entendons souligner que la présence de sièges de groupes revêt une importance cruciale pour notre pays – pour les PME qui reçoivent des commandes, pour l'emploi et pour les finances publiques. Dans le domaine Finances et Fiscalité, economiesuisse soutiendra activement les travaux en vue de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, dans le contexte également du

différend fiscal avec l'UE et en tenant compte de l'importance d'une concurrence fiscale intercantonale saine et durable pour les finances cantonales. Le respect du frein à l'endettement avec les programmes d'économies qu'il implique, sera une préoccupation budgétaire majeure également en 2013. À noter que ce dispositif couronné de succès fêtera ses dix ans cette année. Dans l'optique de la durabilité, il convient à cet égard d'œuvrer à l'extension du frein à l'endettement aux assurances sociales. La révision 6b de l'AI, actuellement en cours d'élaboration, offre la prochaine occasion concrète d'introduire des mesures au niveau des dépenses. Si la menace du référendum est brandie contre une révision de l'AI que nous jugerions sérieuse, economiesuisse s'engagera en conséquence.

Dans le domaine Infrastructures, Énergie et environnement, economiesuisse continuera de s'engager résolument en faveur d'une concurrence efficace. Les projets d'infrastructures doivent être priorités en prenant en compte des considérations de rentabilité, et les gros investissements dans la route doivent aussi pouvoir être réalisés via des solutions de PPP. En l'occurrence, la priorité va au tunnel routier du Gothard. Nous nous exprimerons aussi, en temps voulu, sur la traversée du lac Léman. Comme mentionné, la stratégie énergétique 2050 de la Confédération, que nous accompagnons activement, constitue une autre priorité et doit être évaluée à l'aune des critères définis par l'économie : sécurité de l'approvisionnement, diversification, concurrence, pas de cavalier seul, écologie et légitimation par le souverain. Le 30 janvier, nous présenterons les résultats d'une étude évaluant les conséquences économiques du tournant énergétique opéré par le Conseil fédéral. Sur le plan de la politique climatique et de l'efficacité énergétique, il s'agira de mettre en avant les succès et performances considérables déjà réalisés par l'économie. En 2013 aussi, l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC) communiquera les progrès accomplis en matière de réduction des émissions de CO₂ et d'amélioration de l'efficacité électrique. Celle-ci s'ouvre volontiers à la concurrence. Enfin, le moment venu, nous combattons l'initiative « Cleantech », actuellement débattue au Parlement, qui vise à mettre sur pied une politique industrielle distribuant des subventions. Un contre-projet est également nécessaire ici.

Dans le domaine Formation et recherche, economiesuisse s'engagera davantage en 2013 sur le front de la lutte contre l'hostilité rampante à l'égard des technologies, un phénomène qui gagne du terrain en Suisse. Cela passera par l'encouragement des domaines MINT, encouragement qui doit débiter au niveau de la scolarité obligatoire. La Suisse ne sera en mesure de conserver sa grande capacité d'innovation à long terme que si elle inverse les tendances pernicieuses à l'œuvre aujourd'hui.

Enfin, des thèmes importants sont également à l'ordre du jour dans les domaines Réglementation et Concurrence : le droit des sociétés doit conserver une grande flexibilité. Concrètement, la campagne contre l'initiative Minder et, probablement plus tard dans l'année, celle contre l'initiative 1:12, seront au centre de nos efforts. Nous ferons connaître aussi notre opposition à l'initiative « pour le paysage » et à son contre-projet indirect sous forme de modification de la loi sur l'aménagement du territoire. En outre, nous nous engagerons en faveur d'une réglementation des marchés financiers compatible avec les besoins de l'économie et la suppression de charges administratives supplémentaires. economiesuisse combat de manière proactive le phénomène de l'îlot de cherté. Elle considère qu'une concurrence qui fonctionne est le meilleur remède à cette problématique. C'est pourquoi notre organisation rejette résolument les distorsions de concurrence introduites par l'État, le cloisonnement des marchés, les monopoles et le contrôle des prix, de même qu'elle suivra d'un œil critique les débats relatifs au droit des cartels.

En guise de conclusion, je dirais que l'amélioration de l'efficacité réclamée dans le secteur de la santé va dans la même direction : en instaurant une assurance étatique en situation de monopole, l'initiative « pour une caisse maladie publique » et le contre-projet indirect accélèreraient encore l'augmentation des coûts de la santé au lieu d'encourager l'innovation et la concurrence. Ces projets vont donc dans la mauvaise direction.